

Rapport revendicatif CEN des 26, 27 et 28 septembre

Je souhaitais commencer ce rapport revendicatif en réaffirmant notre soutien à José, particulièrement ce jour.

Je vous propose d'organiser nos débats revendicatifs en deux temps distincts, un premier temps sur le revendicatif général, puis un deuxième temps sur la négociation collective et notre façon de fonctionner.

Les événements de la semaine dernière sont symptomatiques de l'état de notre société et en particulier en France.

La coupe du monde de Rugby, sans dénigrer ses fans et amateurs ni porter la suppression de toute forme de rencontres sportives et festives, met en avant l'impact de ces événements sur l'environnement. Même si des efforts sont faits, la migration de milliers de supporters, souvent en avion, a de fortes répercussions environnementales. Rappelons les conséquences dramatiques récentes du réchauffement climatiques : plus de 11 000 morts et autant de disparus, 43 000 personnes déplacées...

L'arrivée de près de 9000 réfugiés sur l'île de Lampedusa en trois jours a engendré encore une fois une hystérisation du débat sur l'immigration et en premier lieu par les propos tenus par Gérald Darmanin, qui a affirmé que la France n'accueillera pas de migrants. Refuser d'accueillir des réfugiés ne répond en aucune manière à la crise humanitaire créée par l'Europe. Les propos de Macron sont de la même démagogie et irresponsabilité : « nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde... en omettant bien sûr la fin de cette phrase « mais la France doit prendre toute sa part » ! Remettons quelques chiffres en parallèle : 8000 réfugiés pour près de 450 millions d'européens ! L'Europe doit prendre ses responsabilités et prendre un tournant plus social et humain, plutôt que de se mettre d'accord uniquement sur des politiques austéritaires !

La venue du Roi Charles et les fastes organisés à cette occasion démontrent si cela était utile un monde à 2 vitesses où une minorité s'octroie un unique repas à environ 40 000 euros par tête alors que le reste du pays angoisse à l'idée de ne pas réussir à remplir le frigo en début de mois...

Alors que la question des libertés est prégnante dans notre pays, qu'elles ont été au cœur d'une journée de mobilisation le 23 septembre dernier, pour la première fois depuis des années, une journaliste a été placée en garde à vue.

Placée en garde à vue pendant près de 40 heures, la journaliste d'investigation Ariane s'inquiète pour la liberté d'informer. Un ancien militaire, soupçonné d'être sa source, est d'ailleurs mis en examen.

Pour cette journaliste, Ariane Lavrilleux, durant sa garde à vue, le mot intimidation est un peu faible. Pour elle, c'est une attaque claire, nette et précise contre la liberté d'informer et contre les sources des journalistes qui veulent dénoncer des crimes d'État parce qu'on parle d'exécutions sommaires perpétrées par l'Égypte avec le soutien de la France. « C'est une attaque contre des journalistes dans mon domicile, qui a été fouillé. » Tous ses outils de travail, dont son ordinateur, ont été perquisitionnés. On a utilisé des outils de cybersurveillance pour fouiller ses mails.

Elle décrit une expérience très violente, d'autant plus quand on est en France, en théorie en démocratie.

Nos libertés, y compris syndicales (Sébastien Menesplier ou David Bodin entre autres) sont en danger, ce gouvernement autoritaire a mis en place les outils législatifs nécessaires à museler toute forme de contestation. Nous avons la responsabilité de lutter pour nos libertés et combattre les idées d'extrême droite, qui sont à l'œuvre et qui progressent.

N'oublions pas que tout acquis est sujet à remise en cause, surtout lorsque le système est aux abois, comme l'est le capitalisme aujourd'hui. Il est essentiel de lutter pour maintenir nos droits. Le 28 septembre, partout, participons aux mobilisations pour la journée internationale du droit à l'avortement, droit fondamental !

A l'écriture de ce rapport, en France, ce sont 94 femmes qui sont mortes parce que femmes, par leur conjoint ou ex conjoint. L'objectification en est une des raisons et commence par les violences sexistes et sexuelles. Notre CEN fera un point jeudi sur ce sujet et le cadre commun dont la CGT s'est dotée pour combattre ces violences en interne.

S'agissant de l'activité CGT et de nos luttes, depuis la rentrée ont eu lieu les AG de rentrées, une direction fédérale, une CE de l'UFSE et plusieurs CEC.

Au même titre que notre syndicat, l'UFSE a fait le choix de s'inscrire dans les journées de mobilisation du 23 septembre (contre le racisme systémique et pour les libertés individuelles et collectives), du 28 septembre pour la défense du droit à l'avortement et des femmes à disposer librement de leur corps, et appelle à la grève le 13 octobre, même si l'intersyndicale FP reste sur un appel à mobilisation avec référence au dépôt de préavis de grève. Nombre d'initiatives de soutien à des syndicalistes inquiétés par la justice ont aussi été relayées. Notons que l'UFSE, suite aux fortes tensions internes survenues lors de la préparation, pendant et suite au congrès confédéral, a décidé de la mise en place d'une commission ad hoc associant 5 membres de la CE (dont 3 du bureau) et 20 organisations composantes de l'UFSE. Elle sera chargée de réfléchir et faire des propositions pour améliorer son fonctionnement, d'un point de vue orga, mais aussi pour la définition et la mise en œuvre de ses mandats.

Dans toutes ces instances, mais aussi des quelques retours de collectifs régionaux, force est de constater que la journée du 13 octobre n'emporte pas un enthousiasme débordant. Pourtant il s'agit bien d'une journée qui porte des revendications fortes :

Pour : augmenter les salaires, revaloriser les retraites, les minimas sociaux et les bourses, l'égalité entre les femmes et les hommes, un meilleur partage des richesses, conditionner les aides publiques données aux entreprises, réinvestir dans les services publics dans tous les territoires, une assurance chômage plus protectrice et une transition écologique plus juste.

Contre : la réforme des retraites et l'austérité en France et en Europe.

Ces revendications font clairement échos aux aspirations des agents des finances publiques et cette journée arrive à point nommé pendant une négociation sur le régime indemnitaire.

Jamais nous n'arrivons à convaincre les agents si nous, militant.es, nous ne sommes pas convaincus !

Notre CEN a voté l'appel ferme à la grève, nous nous devons de convaincre les militant.es de faire de cette journée une journée de lutte qui compte et qui pèse sur les négociations en cours.

Cette journée a été évoquée en intersyndicale DGFIP et Solidaires finances publiques appelle à la grève également suite à son conseil syndical de la semaine dernière.

Vous l'aurez compris, le rapport de force doit se construire pour mener plus utilement ces négociations dont nous parlerons dans un deuxième temps.

La bilatérale qui s'est tenue avec le DG n'avait pas d'objectif particulier. Elle nous a permis de faire remonter des sujets d'actualité et des questionnements en cette rentrée. Les sujets abordés ont été : la négociation, le dialogue social et les sujets que nous avons choisi d'aborder : problèmes de moyens syndicaux, note sur les congés, campagne IR, etc...

Il vous est proposé dans nos débats de se concentrer sur l'actualité générale et de l'organisation de la journée du 13 octobre. Nous passerons ensuite à la négociation, puis dans un 3ème temps à des remontées et sujets des territoires.